



**ALERTE !!!  
GEOGRAPHIE REVISITÉE  
REFORME DE LA FONCTION PUBLIQUE**

*Déclaration liminaire lue à la directrice le 11 juin 2019*

La CGT Finances Publiques 95 interpelle ce jour l'ensemble des collègues et les organisations syndicales représentatives dans notre département sur le danger de destruction massive voulue par notre administration.

Depuis quelques jours, nous connaissons les plans départementaux, démontrant la pertinence des analyses et communications de la CGT sur la catastrophe qui arrive.

Devant l'urgence sociale et les annonces déjà connues, notre syndicat et notre section ont décidé de ne plus siéger à aucune instance mettant en place le plan Darmanin - hors CAP - aussi bien au niveau national que local.

Ce CTL sur les conditions de vie au travail se déroule au lendemain de l'annonce du détail de la géographie revisitée dans le 95 et nous trouvons inconcevable d'y participer. Comment imaginer discuter avec vous de nos conditions de travail alors que toutes les décisions prises les détériorent ! C'est pour cela que nous partirons après la lecture de cette liminaire.

Le temps est à la lutte TOUS ENSEMBLE et non à l'accompagnement des réformes. Nous perdons notre temps en votre présence. Nous ne donnerons pas le crédit que notre administration attend en y participant.

Ne nous leurrions pas: il n'y a AUCUN DIALOGUE SOCIAL ! Il est de notre devoir de représentants du personnel d'envoyer ce message clair :

**Collègues, Camarades des organisations syndicales de la DDFiP 95:  
REFUSONS DE NEGOCIER LE POIDS DES CHAINES!  
PAS D'ACCOMPAGNEMENT!  
TOUS ENSEMBLE, ORGANISONS LA RESISTANCE!**

Ci-après le détail de la géographie revisitée :

## Services Fiscaux

- **SIP** : Plus que 4 SIP (sur 8 existants actuellement) à Argenteuil, Cergy, Ermont et Garges.  
Au 1er janvier 2020, fusion des 2 SIP d'Argenteuil.

- **SIE** : Plus que 2 SIE (sur 7 existants actuellement) à Cergy et St Leu.  
Certaines tâches non-définies du back-office seront transférées en province (démétropolisation).

- **PCE** : Plus que 2 PCE (sur 4 existants actuellement) à Cergy et St Leu.

- **CADASTRE** : Suppression des missions cadastrales dans tous les SIP. Le SDIF de Cergy gèrera le pro et l'habitation pour tout le département.

- **SPF** : Fusion des 4 SPF existants (sur Cergy et St Leu) → création d'un SPFE (SPF+SDE) à St Leu.

- **SDE** : Suppression du SDE d'Ermont → création d'un SPFE (SPF+SDE) à St Leu.

- **BCRP – PCSP** : Fusion des 2 services. Disparition du CSP qui sera géré par la province (démétropolisation).

## TRESORERIES

- **Recouvrement Impôt** : Intégrera le SIP de Garges (recouvrement de Gonesse, Louvres, Luzarches, Ezanville, Ecoeu et Villiers le Bel) et le SIP de Cergy (Magny).

- **SPL** : Création de 9 services de gestion comptable à Magny en Vexin, l'Isle-Adam, Cergy-Collectivités, Paierie départementale, Ermont, Argenteuil-Collectivités, Montmorency, Sarcelles et une création à Garges les Gonesse.

DISPARITION des trésoreries de Marines, Beaumont-sur-Oise, Eaubonne, Luzarches, Ecoeu, Ezanville, Louvres, Gonesse, Villiers-le-Bel.

- **Hôpital** : Plus que 2 services de gestion Hospitalière au lieu de 6 existants actuellement à Pontoise (Pontoise regroupe Magny, Beaumont et Pontoise) et Argenteuil (Argenteuil regroupe Eaubonne et Argenteuil), la partie hôpital de la Trésorerie de Gonesse est transférée dans le 93.

- **Conseillers des collectivités locales** : 8 emplois (A+) créés pour 11 EPCI. Placés au sein des sièges-communes à Beaumont-sur-Oise, Presles, Luzarches, Roissy-en-France, Montmorency, Beauchamp, Argenteuil, Cergy, Vigny, Vallangoujard, Magny-en-Vexin.

- **Création de plusieurs point de contacts accueil** : Un point de contacts par canton qui sera dans une mairie ou Maison France Service (ou MSAP). Pour la DGFIP, il s'agira d'un accueil de 1er niveau (achat de timbres, paiement de l'impôt sur le portail, prise de RDV...). Des collègues volontaires peuvent demander à y travailler sous forme de permanences.

**Au total, 22 % des effectifs seront concernés par des déplacements.  
Le nombre de suppressions d'emplois qui en découle n'a pas été communiqué.**

**Nous leurrerons pas, il n'y aura pas de places pour tout le monde dans les postes qui resteront !!! Sont prévus 20 à 30 000 suppressions d'emplois au niveau national dans notre administration !**